

# 21<sup>ÈME</sup> CONFÉRENCE INTERNATIONALE EURO-RIOB

## 12<sup>ÈME</sup> ASSEMBLÉE GÉNÉRALE REMOB

### 20<sup>ÈME</sup> ANNIVERSAIRE EURO-RIOB

16-19 OCTOBRE 2023, VALENCE - ESPAGNE



MINISTERIO PARA LA TRANSICIÓN ECOLÓGICA Y EL RETO DEMOGRÁFICO



5

SESSIONS THÉMATIQUES

2

ATELIERS INTERACTIFS

3

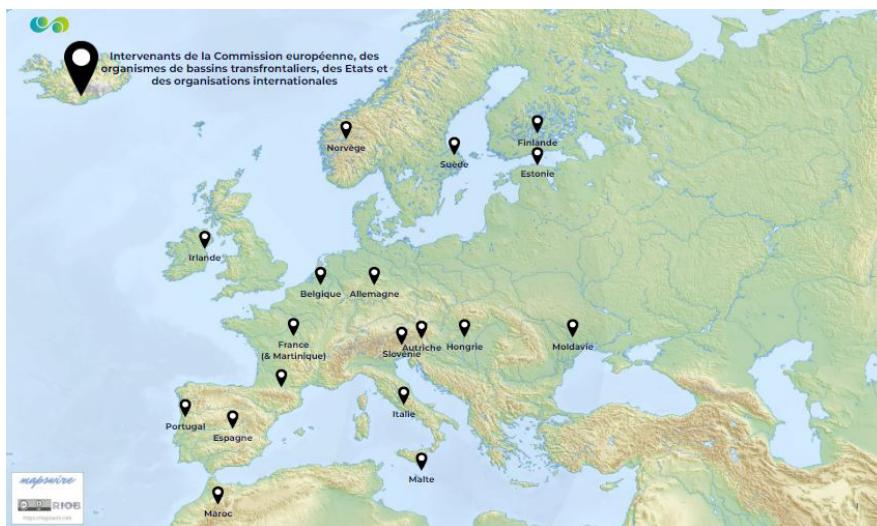
VISITES CULTURELLES ET TECHNIQUES

150

PARTICIPANTS SUR PLACE DE 24 PAYS

62

INTERVENANTS ET RAPPORTEURS DE 20 PAYS



Des orateurs venant de 20 pays

# POLITIQUES ACTUELLES DE L'UE RELATIVES À LA GESTION DE BASSIN ET LEURS ÉVOLUTIONS

Le contexte européen a été présenté par Mme Veronica Manfredi, Directrice «Zéro Pollution» (ENV.C), Direction générale de l'environnement (DG ENV), Commission européenne, et commenté par des représentants de haut niveau d'Autriche, de France et d'Espagne.

## Contexte et enjeux européens

La pollution de l'eau et la mauvaise gestion structurelle sont exacerbées par le changement climatique et l'augmentation des événements extrêmes tels que les inondations et les sécheresses. Il reste encore beaucoup à faire pour atteindre pleinement le bon état écologique et le bon état quantitatif des masses d'eau, objectifs fixés par la directive-cadre sur l'eau. La poursuite de ces objectifs conduira à une restauration de nos écosystèmes et à une transformation de notre relation avec l'eau.

Quant à l'Autriche, pays d'Europe centrale, elle est certes très riche en ressources hydriques, notamment en eaux souterraines, mais elle est également confrontée à des événements extrêmes et à de nouveaux défis tels que la micropollution.

Dans le passé, la pénurie d'eau était davantage un problème méridional, mais il concerne aujourd'hui tous les citoyens de l'UE.



“

**Mme Veronica Manfredi, Directrice «Pollution zéro» (ENV.C) de la Direction générale de l'environnement (DG ENV), Commission européenne**

« La gestion par bassin est essentielle car elle permet d'avoir une approche intégrée des différents usages de l'eau sur un territoire bien défini. C'est ainsi que les différents acteurs peuvent être réunis à chaque fois qu'un nouveau plan de gestion hydrographique est élaboré pour un bassin donné. C'est cette forme de gouvernance inclusive qui a au moins permis d'éviter une nouvelle dégradation de l'état des eaux à ce jour, à l'intérieur des frontières de l'Union européenne, mais qui n'empêche pas la persistance d'obstacles majeurs. »



“

**M. Günter Liebel, Secrétaire général, Ministère fédéral de l'agriculture, des forêts, des régions et de la gestion de l'eau, Autriche**

« Nous devons cesser de penser en silos. Une meilleure intégration et des liens plus étroits entre les secteurs sont nécessaires, par exemple entre l'agriculture et l'eau. »

## Priorités européennes

- Devenir résilient à la crise de l'eau d'ici 2050.
- Adopter une approche stratégique pour la sécurité de l'UE (grande priorité du Pacte vert pour l'Europe).
- Renouveler et développer de nouvelles législations (par exemple : approuver la révision de la directive sur le traitement des eaux urbaines résiduaires).

## Comment parvenir à des solutions collectives résilientes ?

### Au niveau européen :

- **Consommer moins d'eau** : la priorité devrait être de réduire la demande en eau, de promouvoir l'efficacité de l'utilisation de l'eau et de protéger les ressources en eau avant d'augmenter l'offre.
- **Gestion conjointe de la quantité et de la qualité de l'eau** (lutte contre la pollution à la source, pour éviter les problèmes quantitatifs).
- Appliquer pleinement les **principes pollueur-payeur et d'utilisateur-payeur** et le recouvrement des coûts.
- Promouvoir **la réutilisation de l'eau**.

## Par le biais de plans d'action nationaux :

- Promouvoir la **sobriété** auprès de tous les acteurs, optimiser la disponibilité de la ressource, préserver la qualité de l'eau et **sensibiliser le public**.
- S'appuyer sur une **gouvernance concertée et opérationnelle de la gestion de l'eau**.
- Assurer une **tarification adéquate et investir dans la recherche et le développement, dans les services de l'eau** (assainissement et traitement des eaux usées) et dans un capital humain hautement qualifié.
- **Plan de sécurité de l'eau potable** : orientations juridiques à l'intention des partenaires et des autorités.
- Accroître l'utilisation de **ressources non conventionnelles** telles que la réutilisation de l'eau.
- Atteindre les objectifs de **restauration des rivières**.
- Améliorer et moderniser les **outils politiques** pour relever de nouveaux défis.



Mme Marie-Laure Métayer (adjointe à la Directrice de l'eau et de la Biodiversité du Ministère français de la transition écologique et de la cohésion des territoires) a présenté le Plan d'action pour une gestion résiliente et concertée de l'eau.

## Zoom sur la gouvernance de l'eau en Espagne

Un **régime hydrologique extrêmement irrégulier** avec un **équilibre très fragile entre les ressources, les demandes et les besoins environnementaux**, aggravé par le changement climatique. Le grand nombre de barrages existants en Espagne et leur moyenne d'âge élevée nécessitent des efforts de maintenance et de réhabilitation afin de maintenir leur bon état de fonctionnement et leur sécurité.

**10 % des eaux usées traitées** (400 Hm<sup>3</sup>/an) sont **réutilisés** et 500 Hm<sup>3</sup>/an proviennent d'**usines de dessalement**. Les **plans de gestion** des bassins fluviaux, des risques d'inondation, de la sécheresse, de la restauration des cours d'eau et des eaux souterraines sont les principaux instruments de développement des politiques de l'eau.

**9 confédérations hydrographiques** (dont la première a été créée en 1926) assurent la gestion du domaine public hydraulique et policier, des réseaux de contrôle, des ouvrages hydrauliques et de la planification hydrologique.

### En savoir plus

- [Directive-cadre sur l'eau](#) - Établit des règles visant à stopper la détérioration de l'état des masses d'eau de l'UE et à atteindre un bon état pour les rivières, les lacs et les eaux souterraines d'Europe.
- [Green Deal de l'UE](#) - S'efforcer de devenir le premier continent neutre sur le plan climatique.
- [Directive relative au traitement des eaux urbaines résiduaires](#) - Veiller à ce que les eaux urbaines résiduaires soient correctement traitées afin de protéger l'environnement et la santé humaine.
- [France Plan Eau 2023 - 2030](#) / Dans le [Programme d'action pour l'eau](#) (Water action agenda) - Pour une gestion résiliente et concertée des ressources en eau, favorisant les économies d'eau.
- [Directive sur les nitrates](#) - Protéger les eaux contre la pollution causée par les nitrates d'origine agricole.

# EAU ET AGRICULTURE : GESTION DE LA POLLUTION DIFFUSE

La pollution diffuse d'origine agricole est un défi pour l'atteinte du bon état des masses d'eau. L'amélioration de la qualité des masses d'eau dépend de celle des pratiques agricoles qui peut être atteinte par la formation et la sensibilisation des agriculteurs, par des services de conseil et d'orientation, ainsi qu'un contrôle et des données de qualité, qui aideront à trouver des mesures spécifiques, rentables et adaptées au contexte.

## Qui a partagé ses expériences ?

Des expériences espagnoles (Confédération hydrographique du Guadalquivir et Fédération nationale des communautés d'irrigation), estonienne (ministère du Climat), hongroise (Agence de coordination du développement du lac Balaton) et multi-pays (Institut agronomique méditerranéen de Saragosse - IAMZ et The Nature Conservancy) ont été partagées sur la pollution de l'eau en relation avec l'agriculture.

La pollution diffuse d'origine agricole est un défi pour le bon état des masses d'eau. À l'avenir, les points suivants devront être améliorés :

- **la connaissance des données et de leur évolution** : il est nécessaire d'identifier les masses d'eau, l'évolution de leur état et de leur impact et de connaître la quantité de nitrates et de sulfates.

L'expérience de la Hongrie en matière de gestion de la pollution des lacs a permis de conclure que des données continues sont nécessaires pour évaluer l'effet des mesures prises et mieux comprendre les problèmes.

- le **contrôle de l'utilisation de l'eau**,
- l'**identification des impacts sociaux** de l'utilisation de l'eau sur la santé humaine.

## Zoom sur les défis de la pollution agricole diffuse et la mise en œuvre de la directive-cadre sur l'eau en Estonie

68 % des masses d'eau sont en mauvais état en raison de la pollution diffuse. L'activité agricole entraîne des **concentrations élevées de nutriments dans les eaux souterraines**, ce qui affecte la qualité des eaux de surface. Pour atténuer ces effets, il faut mettre en œuvre des activités agricoles durables, mais aussi des mesures spécifiques qui seront rentables dans des situations particulières. Par exemple, les plateformes flottantes peuvent capturer les nutriments et les bioréacteurs avec des copeaux de bois. De plus, le lessivage des nutriments se produit principalement en hiver, la solution pour atténuer cet effet est d'établir une couverture en hiver.

Dans la réglementation actuelle, les programmes d'action comprennent des mesures qui conditionnent l'activité agricole, en tenant compte des objectifs de qualité environnementale inclus dans les plans hydrologiques.

Pour assurer la durabilité de l'agriculture irriguée, pour rendre compatibles les utilisations demandées par la société tout en maintenant la qualité de l'environnement, il est essentiel :

- **de développer et mettre en œuvre des mesures conditionnelles** qui encouragent l'adoption de pratiques agricoles durables,
- **d'identifier l'origine des pollutions diffuses** : l'agriculture irriguée est parfois considérée comme la seule responsable alors que la cause peut se trouver dans d'autres secteurs tels que l'exploitation urbaine, industrielle et animale,
- **de mieux coordonner les administrations publiques** impliquées dans les activités de gestion de l'eau.



“

**M. Juan Valero de Palma, Président, Fédération nationale des communautés d'irrigation d'Espagne (FENACORE)**

« Personne ne pollue volontairement. Si cela se produit, c'est pour d'autres raisons, comme l'inertie, les habitudes, la tradition... une des premières mesures devrait être de travailler au renforcement des capacités et à la sensibilisation aux conséquences de l'utilisation excessive d'engrais. »

Plus spécifiquement, **pour réduire la pollution diffuse par les nitrates et les produits phytosanitaires, les contrôles de la qualité de l'eau sont importants** pour établir une plus grande efficacité des produits phytosanitaires. La modernisation de l'irrigation nécessite des **efforts à la fois publics et privés**. Les communautés d'irrigants peuvent contribuer, par la **formation**, la sensibilisation et l'éducation à l'environnement, à réduire l'utilisation d'engrais en fonction des besoins des cultures. Le rôle des agriculteurs est fondamental. Les **solutions fondées sur la nature** (SfN) peuvent être utilisées pour résoudre le problème de la pollution diffuse après avoir identifié les zones où ce type de solutions peut créer une tendance et attirer des investissements dans les infrastructures. Les SfN génèrent des avantages multiples, tels que ceux liés à l'atténuation, au changement climatique, aux questions sociales et à la santé.

#### En savoir plus

- [Projet estonien LIFE IP CleanEST](#) - Réduction de l'impact négatif des eaux souterraines riches en nutriments sur les masses d'eau de surface.
- [Décret royal espagnol 47/2022](#) - Sur la protection des eaux contre la pollution diffuse causée par les nitrates d'origine agricole.
- [Wendling Beck](#) - Un projet phare qui transforme la gestion des terres agricoles dans le Norfolk.

## NOUVEAUX DÉFIS POUR LA MISE EN OEUVRE DE LA DIRECTIVE-CADRE SUR L'EAU EN RELATION AVEC LES AUTRES DIRECTIVES EUROPÉENNES SUR L'EAU

La mise en œuvre efficace de la directive-cadre sur l'eau nécessite une approche intégrée et multiforme. Pour relever des défis tels que l'état écologique, les activités en amont, les polluants émergents, le changement climatique et les ressources transfrontalières, il faut des solutions sur mesure, une meilleure surveillance et des stratégies globales qui intègrent horizontalement les politiques et les pratiques de gestion, l'adaptation locale pour protéger et gérer efficacement les ressources en eau dans toute l'Europe.

### Qui a partagé ses expériences ?

Des expériences allemande (Agence fédérale de l'environnement), estonienne (Ministère du climat), finlandaise (ELY - Centre pour le développement économique, le transport et l'environnement), espagnole (Confédération hydrographique du Júcar), portugaise (Agence portugaise de l'environnement), française d'outre-mer (Office de l'eau de la Martinique), et multi-pays (Centre européen pour la restauration des rivières) ont été partagées sur la mise en œuvre de la directive-cadre sur l'eau (DCE) en relation avec d'autres directives européennes sur l'eau ainsi que d'autres politiques sectorielles.



“

**M. Bart Fokkens, Expert associé, Centre européen pour la restauration des rivières (ECRR)**

« Nous devrions accorder plus d'attention au fonctionnement naturel des rivières. Ce devrait être la référence pour la restauration des rivières. »

Les problèmes nationaux et transfrontaliers communs auxquels sont confrontés plusieurs pays européens concernent :

- **l'état écologique** : De nombreux pays européens, dont l'Allemagne, l'Espagne et le Portugal, sont confrontés à des difficultés pour atteindre un bon état écologique de leurs masses d'eau sur la base des critères de la directive-cadre sur l'eau. Parmi ces défis : la régulation du débit, les changements hydromorphologiques et la pollution diffuse.
- **les activités en amont** : l'exploitation des ressources naturelles, telles que les forêts, les tourbières et le drainage, pose des défis importants en affectant la qualité de l'eau, l'érosion et les rejets de sédiments.

- **les nouveaux polluants** : les sources diffuses et ponctuelles, en particulier les plans de traitement des eaux usées et l'agriculture, ainsi que les concentrations plus élevées dues aux sécheresses récurrentes compliquent la gestion de la qualité de l'eau.
- **les impacts du changement climatique** : avec des effets principalement négatifs sur la disponibilité des ressources en eau en quantité et en qualité.
- **la dépendance à l'égard des ressources extérieures** : certaines régions, comme le Portugal, dépendent de sources extérieures pour une part importante de leurs ressources en eau, ce qui les rend vulnérables aux ruptures d'approvisionnement.
- **écosystèmes fluviaux fragmentés** : les efforts de restauration des cours d'eau ont été entravés par une attention insuffisante portée aux processus écologiques et hydro-morphologiques clés. L'absence d'objectifs clairs en matière de restauration, l'insuffisance du financement et du suivi ont également entravé les progrès.

Globalement, la mise en œuvre efficace de la directive-cadre sur l'eau nécessite une **gestion intégrée des ressources en eau et une approche multidimensionnelle et holistique** pour relever tous ces défis. Cela implique de combiner des stratégies pour se conformer aux différentes directives (DCE, eaux souterraines, eau potable, nitrates, ...) ou de créer une stratégie nationale globale pour l'eau afin de s'attaquer à des problèmes qui dépassent le secteur de l'eau, tels que le changement climatique, la perte de biodiversité et la pollution. Il existe aussi des solutions plus spécifiques, telles que :

- **accorder une priorité suffisante aux interventions à petite échelle** dans les plans de gestion des bassins hydrographiques et les programmes de mesures, avec un processus décisionnel transparent, et encourager les actions locales par des mesures incitatives.
- **développer la surveillance et l'évaluation des masses d'eau** : élaborer des méthodes d'évaluation nuancées et évaluer la disponibilité et la demande d'eau actuelles et futures afin de planifier des mesures appropriées pour améliorer la qualité de l'eau.
- **améliorer les efforts de restauration des cours d'eau** grâce à des plans nationaux de restauration, à l'inventaire de la fragmentation des cours d'eau et des obstacles, à la fixation d'objectifs clairs et à la garantie d'un financement suffisant. Les politiques devraient se concentrer sur les processus hydromorphologiques, les flux d'eau, le transport des sédiments et l'adaptation au climat.
- reconnaître les défis propres aux différentes régions et aux différents pays, ainsi que la nécessité d'adopter des **approches personnalisées** et de développer une expertise et des conseils au niveau local.



*Mme Marta Mañá Bonfill, Responsable « qualité de l'eau », Confédération Hydrographique du Júcar, Espagne, présente la stratégie CHJ de mise en œuvre coordonnée entre DCE, DERU, directives Nitrates et Eau potable.*

### En savoir plus

- [Stratégie en faveur de la biodiversité à l'horizon 2030](#) - Un plan global, ambitieux et à long terme visant à protéger la nature et à inverser la tendance à la dégradation des écosystèmes, dans le but de placer la biodiversité européenne sur la voie de la reconstitution d'ici à 2030, et qui contient des actions et des engagements spécifiques.
- [Loi sur la restauration de la nature](#) - La proposition vise à restaurer les écosystèmes, les habitats et les espèces dans l'ensemble des zones terrestres et maritimes de l'UE.
- [Examen des politiques nationales européennes de restauration de la continuité fluviale](#) - Centre européen pour la restauration des rivières (ECRR) et STOWA.
- [Programme INTERREG Caraïbes](#) - La coopération caribéenne pour le traitement des eaux usées inspirée par le patrimoine naturel.
- [Stratégie nationale allemande pour l'eau](#)

# ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE : INTÉGRER LA RÉUTILISATION POUR LUTTER CONTRE LES SÉCHERESSES ET LA PÉNURIE D'EAU

Une approche holistique et proactive axée sur la réutilisation des eaux usées est essentielle pour relever les défis de la pénurie d'eau et du changement climatique, tout en tenant compte de son acceptabilité par les utilisateurs en ajoutant des contrôles supplémentaires pour prévenir la pollution ou la contamination et en maîtrisant les coûts.

Des expériences espagnole (Confédération hydrographique du Júcar, Confédération hydrographique du Guadalquivir), française (Agence de l'eau Adour-Garonne), belge (Agence de l'environnement des Flandres), maltaise (Agence de l'énergie et de l'eau), italienne (Autorité du district du bassin du Po), irlandaise (Département du logement, du gouvernement local et du patrimoine) et multi-pays (Commission européenne) ont été partagées sur la manière de s'adapter au changement climatique et aux événements extrêmes tels que les sécheresses et la pénurie d'eau en réutilisant les eaux usées traitées.



“

M. Marc García Manzana, Commissaire, Confédération Hydrographique du Júcar (CHJ), Espagne, Secrétaire Général de l'Institut Méditerranéen de l'Eau (IME) & M. Guillaume Choisy, Directeur Général, Agence de l'Eau Adour-Garonne (AEAG), France

« Les jumelages entre organismes de bassin sont essentiels pour accélérer les progrès. »



“

M. Michael Schembri, Directeur de la politique de l'eau, Agence de l'énergie et de l'eau (EWA), Malte

« La réutilisation de l'eau devrait être intégrée le plus tôt possible dans le schéma de gestion de l'eau. »

Les situations de plus en plus fréquentes de stress hydrique et l'introduction de la réutilisation des eaux usées, bien qu'à des degrés divers d'application, suscitent une inquiétude croissante, d'autant plus dans les pays les plus méridionaux. Une approche holistique et proactive est nécessaire pour relever les défis de la pénurie d'eau, de la sécheresse et du changement climatique en général, en mettant l'accent sur la réutilisation des eaux usées en tant qu'élément crucial de la solution. Cependant, la réutilisation des eaux usées s'accompagne également de défis liés à la mise en œuvre des réglementations européennes.

Territoire	Eaux usées traitées réutilisées (m <sup>3</sup> /par an)	% d'eaux usées traitées réutilisées par rapport à la demande en eau
Bassin du fleuve Po, Italie	170 500 549 (sur 20 milliards de m <sup>3</sup> /an de demande d'eau)	0,85%
Malte	775 200 (sur 0,065 milliards de m <sup>3</sup> /an de demande d'eau)	1,19%
Bassin du Guadalquivir, Espagne	35 000 000 (sur 3,72 milliards de m <sup>3</sup> /an de demande d'eau)	0,94%

Plusieurs pays soulignent la nécessité de prendre des **mesures appropriées et ciblées** pour relever les défis de la gestion de l'eau, qu'il s'agisse de stress hydrique, de sécheresse accrue ou de chocs liés au changement climatique. Les politiques et les initiatives devraient intégrer des **approches innovantes**, telles que la réutilisation des eaux usées, afin de garantir une gestion durable et efficace des ressources en eau.

Toutefois, cette solution doit tenir compte des éléments suivants :

- Son acceptabilité par les utilisateurs

Un élément clé est de gagner la confiance des utilisateurs de l'eau réutilisée et des consommateurs des produits agricoles générés. La formation dans ce domaine est également essentielle et l'utilité de la mise en place de réseaux d'échange d'expériences entre techniciens, administrations et utilisateurs a été démontrée.

- Une réglementation et des contrôles solides de la part des autorités sanitaires conciliant la prévention de la contamination et le développement de la réutilisation

L'intégration opérationnelle des autorités sanitaires dans la gestion juridique de la réutilisation est un défi, un enjeu essentiel dans la mise en œuvre du récent règlement européen 2020/741 qui rend obligatoire la réalisation de Plans de Gestion des Risques pour les Eaux Récupérées.

- Les coûts que des contrôles supplémentaires peuvent engendrer, tout en maintenant des prix stables.

La localisation des usines de traitement de l'eau et des utilisateurs potentiels est importante, car le coût énergétique de l'élévation éventuelle nécessaire affecte considérablement le coût d'exploitation de cette réutilisation et donc le prix et l'acceptation des futurs utilisateurs.

La réutilisation des eaux usées récupérées est un outil important de l'économie circulaire pour faire face aux scénarios inquiétants du changement climatique et de l'augmentation des sécheresses dans la plupart des pays européens. Cependant, il ne s'agit pas d'une solution miracle : pour être efficace, cette réutilisation doit s'inscrire dans une gestion intégrée des ressources en eau qui inclut des **économies d'eau, des mesures de sensibilisation des utilisateurs et des solutions basées sur la nature**.

Comme le souligne l'étude de cas du département irlandais en charge de la gestion de l'eau, les SfN sont des mesures précieuses et sans regret pour l'adaptation au changement climatique, car elles permettent d'augmenter le stockage de l'eau dans les sols et les aquifères, limitant ainsi les impacts des inondations et des sécheresses. Dans ce domaine, la collaboration des techniciens municipaux et son application dans le monde rural sont importantes.



*De gauche à droite : Mme Claudia Olazábal (Commission européenne), M. Marc García Manzana (CHJ, Espagne), M. Guillaume Choisy (Agence de l'Eau Adour-Garonne, France), M. Joaquín Pérez Landa (CHG, Espagne), M. Bernard De Potter (Agence flamande pour l'environnement, Belgique), M. Alessandro Bratti (Italie), Mme Averil Gannon (Département du logement, du gouvernement local et du patrimoine, Irlande).*

#### En savoir plus

- [Règlement \(UE\) 2020/741 du Parlement européen et du Conseil du 25 mai 2020 - sur les exigences minimales pour la réutilisation de l'eau.](#)
- [Collaboration Waterkracht en Belgique](#) - Entre Aquafin, Ekopak, EPICo<sup>2</sup>, et water-link qui vise à réutiliser les eaux usées traitées des ménages anversois en eau de refroidissement pour les entreprises du port d'Anvers d'ici 2025.
- [F2AGRI - Circular Flanders, Belgique](#) - Réutilisation des effluents industriels pour l'irrigation dans l'agriculture



# LE RÔLE DES DIFFÉRENTS ACTEURS DANS LA MISE EN ŒUVRE DE LA DIRECTIVE CADRE SUR L'EAU

Il est essentiel de renforcer la participation du public, d'adopter des réglementations claires et de mettre en place une collaboration multipartite dans le domaine de la gestion de l'eau afin de mieux mettre en œuvre la directive-cadre sur l'eau en tenant compte de toutes les parties prenantes. Les solutions et les stratégies innovantes constituent une évolution vers un modèle de gestion de l'eau plus intégré et plus participatif.

## Qui a partagé ses expériences ?

Les expériences finlandaise (Institut finlandais de l'environnement), française (Comité national de l'eau, Fédération nationale des industries - FENARIVE), belge (Service public wallon), norvégienne (Agence nationale de l'environnement), italienne (Autorité du district du bassin du Pô) et arménienne (Ministère de l'administration territoriale et des infrastructures) ont été partagées sur le rôle des parties prenantes dans la mise en œuvre de la directive-cadre sur l'eau.



“

**Mme Suvi Sojamo, Chercheur principal, PhD, Institut finlandais de l'environnement (Syke)**

« Il n'y a pas de recette miracle, mais une série de modèles validés de bonnes pratiques de gouvernance émergent de la recherche. [...] Nous devons passer d'un modèle de consultation et de participation du public à un modèle de partenariat et de collaboration dans la mise en œuvre des objectifs. »

La participation du public n'est pas une tâche facile, et la directive-cadre sur l'eau fixe des normes très élevées.

## Enjeu n°1 : Déconnexion entre l'implication du public dans la gestion des bassins hydrographiques et les défis liés à l'eau



“

**M. Anders Iversen, Coordonnateur national de l'eau, Agence nationale pour l'environnement, Norvège**

« Le soutien local est la clé des bons plans de gestion des bassins hydrographiques, car il permet d'utiliser les connaissances locales et fondées sur l'expérience et d'élaborer des mesures adaptées au contexte local. L'appropriation locale par les municipalités et la population donne de la crédibilité aux plans et facilite leur mise en œuvre. »

L'Europe est confrontée à des problèmes importants en matière de gestion de l'eau, avec une déconnexion notable entre l'implication du public dans la gestion des bassins fluviaux et les défis liés à l'eau. Ce décalage complique la gestion efficace de l'eau et laisse des problèmes cruciaux sans réponse. Les méthodes traditionnelles d'implication du public, telles que les réunions et les discussions, ne permettent pas d'atteindre les objectifs plus larges que sont la sécurité de l'eau, l'équité et la résilience climatique.

En réponse à ces défis, des projets et des stratégies innovants sont (ou devraient être) mis en œuvre. Parmi ceux-ci, le projet GOVAQUA s'est distingué en préconisant des réformes juridiques, des stratégies participatives, des solutions numériques et des instruments économiques pour améliorer la gouvernance de l'eau. Le projet «Living Labs», dans le cadre duquel les parties prenantes et les chercheurs explorent en collaboration les moyens d'innover en matière de gouvernance de l'eau, est un exemple d'approche particulièrement prometteuse. Ces laboratoires représentent une évolution vers une collaboration active entre toutes les parties prenantes, soulignant la nécessité de stratégies adaptatives et flexibles adaptées aux conditions uniques de chaque bassin fluvial.

## Enjeu n°2 : Conformité du secteur industriel avec la directive-cadre sur l'eau

L'ambiguïté de la définition du «bon état» des masses d'eau et les difficultés rencontrées par les industries pour comprendre les impacts spécifiques de leurs émissions peuvent compliquer la mise en conformité du secteur industriel avec la directive-cadre sur l'eau. Pour y remédier, les industries sont encouragées à entreprendre l'autosurveillance des sources d'eau et à intégrer des pratiques respectueuses de l'environnement.

## Enjeu n°3 : Expérience des États pour la gestion de l'eau et l'application de la directive-cadre sur l'eau

Le scénario de gestion de l'eau de la **Belgique** présente ses propres défis dans l'harmonisation des efforts pour répondre aux normes de la DCE. Malgré les structures établies pour l'engagement du public et la collaboration des parties prenantes, le niveau réel de participation effective du public est faible. Une solution pourrait consister à renforcer les structures de collaboration, telles que les «contrats de rivière» et les évaluations régulières, afin de favoriser une approche unifiée de la gestion de l'eau. L'amélioration des canaux de communication, en particulier au sein du secteur agricole, a également été jugée primordiale pour aligner les différents intérêts sur les directives environnementales.

L'approche **norvégienne** de la gestion de l'eau a consisté à mettre en place une approche par bassin versant (ascendante), avec des commissions locales de l'eau et des coordinateurs spécialisés garantissant l'implication des municipalités et des parties prenantes, et renforçant la participation du public. Toutefois, la question du financement durable et de la sécurité de l'emploi pour les coordinateurs de bassin versant reste un défi majeur. Les principes de l'OCDE constituent une référence utile pour l'évaluation systématique et l'amélioration de la gouvernance de l'eau en Norvège.

En **Arménie**, le processus de planification de la gestion des bassins fluviaux se heurte à plusieurs obstacles, notamment un décalage entre la législation et la participation concrète du public. Pour résoudre ces problèmes, la session a recommandé de rationaliser les fonctions du comité de l'eau, en s'appuyant sur des collaborations internationales et en renforçant les exigences législatives en matière de participation du public. La nécessité d'une implication continue du public, au-delà de la phase de planification, a été soulignée, de même que l'intégration de pratiques réussies dans les contextes locaux et européens.



« M. Christian Lecussan (Président de la FENARIVE, Vice-Président du Comité de Bassin Seine-Normandie, France) présente le point de vue des industriels ».

### En savoir plus

- [EU4Environment Water and Data](#) - Favoriser une utilisation plus durable des ressources en eau et améliorer l'utilisation de données environnementales fiables et leur disponibilité pour les décideurs politiques et les citoyens des pays partenaires de l'Est.
- [Vidéos de la Confédération hydrographique du Tage, Espagne](#) - Présentation de projets de restauration, d'irrigation et d'assainissement.
- [Utilisateurs industriels de l'eau](#) - FENARIVE
- [Innovations en matière de gouvernance pour une transition vers une utilisation durable et équitable de l'eau en Europe GOVAQUA](#) - Groupement de trois projets de recherche et d'innovation financés dans le cadre du programme Horizon Europe de la Commission européenne.
- [Réseau national de gestion et de restauration des eaux, Finlande](#) - Forum national pour les citoyens, les communautés, les entreprises et les autorités intéressés par l'état des lacs et des rivières et désireux de les restaurer. Il aide à trouver des solutions et travaille ensemble pour garantir la prospérité des lacs et des rivières.
- [Principes de l'OCDE sur la gouvernance de l'eau](#) - 12 mesures incontournables à destination des gouvernements pour concevoir et mettre en œuvre des politiques de l'eau efficaces, efficientes et inclusives. À ce jour, elles ont été approuvées par plus de 170 groupes de parties prenantes ou gouvernements.

# COOPÉRATION TRANSFRONTALIÈRE ET INTERNATIONALE

Des progrès très tangibles sont réalisés en Europe en matière de coopération transfrontalière par le biais de mécanismes de gouvernance, d'efforts de coopération internationale plaçant les praticiens riverains au cœur du développement, du partage des données et de l'élaboration d'un cadre de gestion des bassins fluviaux. La coopération internationale doit couvrir tous les niveaux administratifs (politique, ministériel, local).

## Qui a partagé ses expériences ?

Des expériences hongroises (Direction générale de la gestion de l'eau), espagnole (Ministère de la transition écologique et du défi démographique), moldave (Comité du district hydrographique du Dniestr) et multi-pays (Commission européenne, Commission internationale pour la protection du Danube, Commission économique des Nations unies pour l'Europe) ont été partagées en matière de coopération internationale.



“

**Mme Francesca Bernardini, Cheffe de la Section de coopération transfrontalière, Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE-ONU)**

« L'Europe est le continent qui compte le plus grand nombre d'eaux transfrontalières. Il existe 150 bassins transfrontaliers, et environ 40 % de la région paneuropéenne se trouve dans des bassins transfrontaliers. Un grand nombre de pays européens dépendent fortement des eaux transfrontalières de leurs voisins, recevant plus de 50 %, voire 70 % de l'eau. La coopération transfrontalière en matière d'eau est donc très importante pour les pays de la région, et la convention sur l'eau a été la base du développement de la coopération, historiquement. [...] La Convention des Nations unies sur l'eau a permis de faire progresser la gestion des eaux transfrontalières en Europe, mais le financement des organismes de bassin transfrontaliers reste un défi. »

## Différentes échelles de coopération et d'accords internationaux :

- bilatérale, entre pays voisins ou non, exprimée par des protocoles d'accord...
- multilatérale avec l'élaboration de conventions internationales,
- régionale,
- européenne, avec une législation commune ou des plans d'action,
- ou même mondiale, avec des conventions, des réseaux internationaux...

20 ans ont été nécessaires pour finaliser le premier des deux grands instruments juridiques internationaux de coopération transfrontalière : la convention de la CEE-ONU de 1992 sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontaliers et des lacs internationaux. Néanmoins, des progrès très tangibles ont été réalisés (et continuent de l'être) dans l'UE et au-delà sur la base des outils fournis par la DCE et la convention de 1992. Ces progrès sont alimentés par des efforts de coopération internationale, mais en gardant toujours l'échange de praticiens riverains des bassins transfrontaliers au cœur du développement de nouvelles réalisations concrètes dans les bassins transfrontaliers du monde entier. En outre, la gestion des conséquences du changement climatique, telles que les sécheresses, souligne l'importance du partage de l'eau entre les pays voisins qui partagent des rivières transfrontalières.

La coopération internationale peut prendre la forme de tables rondes, de visites d'étude, d'allocations budgétaires, de partage de données, de projets communs... Parmi tous ces éléments, le partage de données est un ingrédient essentiel de la coopération. L'expérience hongroise a montré la nécessité de renouveler la stratégie de collecte de données directement à partir des bases de données des pays. L'échange de données peut être réglementé par des accords transfrontaliers bilatéraux et peut aider à contrôler les situations d'inondation et de sécheresse.

Plus particulièrement, la création de nouveaux mécanismes de gouvernance dans le bassin du Dniestr partagé entre la Moldavie et l'Ukraine ou l'intention récente de la Moldavie, de la Roumanie et de l'Ukraine de dynamiser leur coopération sur le Prut, l'un des trois plus longs affluents du Danube sur plus de 1000 km dans le cadre de la Commission internationale pour la protection du Danube (ICPDR).

La DG INTPA a souligné l'effort important de la Commission européenne à travers les initiatives de l'équipe Europe en Afrique qui se concentreront sur les bassins transfrontaliers avec un total de 900 millions de personnes qui peuvent bénéficier d'un meilleur cadre de gestion des bassins fluviaux, ainsi qu'en Asie centrale.



De gauche à droite : M. Edouard Boinet (Réseau International des Organismes de Bassin), M. Jenő Lábdy (Direction générale de la gestion de l'eau, Hongrie), Mme Birgit Vogel (Commission internationale pour la protection du Danube), Mme Francesca Bernardini (Commission économique des Nations Unies pour l'Europe), Mme Concepción Marcuello (Ministère de la transition écologique et du défi démographique, Espagne), Mme Ana Jeleapov (Comité du district du bassin fluvial du Dniestr, Moldavie).

### En savoir plus

- [1992 Convention de la CEE-ONU sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontaliers et des lacs internationaux](#) - Un cadre juridique pour la coopération régionale sur les ressources en eau partagées (rivières, lacs et eaux souterraines).
- [Initiatives de l'équipe Europe](#) - Identification des priorités critiques qui freinent le développement dans un pays ou une région donnés, où un effort coordonné et cohérent de «l'équipe Europe» garantirait des résultats ayant un impact transformateur.
- [Commission sur l'utilisation durable et la protection du bassin du Dniestr](#) - Couvre tous les aspects liés aux questions de bassin fluvial et vise à renforcer et à étendre la coopération entre la République de Moldavie et l'Ukraine, qui a débuté en 1994.
- [Plan de gestion du bassin du Danube](#) - Identifie les priorités pour une gestion commune des ressources en eau.

## LES ATELIERS EN BREF

### La gestion des rivières dans un contexte de changement climatique : défis et opportunités

Les multiples défis rencontrés aujourd'hui dans la gestion de l'eau et la mise en œuvre des directives européennes nécessitent des réponses multi-niveaux et intersectorielles. Par son rôle clé dans l'organisation des décisions et l'implication des acteurs, la gouvernance de l'eau a un rôle central à jouer. Des instruments de gouvernance innovante existent tandis que d'autres restent à créer pour garantir une gestion de l'eau durable et résiliente. C'est notamment ce sur quoi se pencheront les projets européens InnWater, GOVAQUA et RETOUCH Nexus dans les prochaines années.



### La gouvernance innovante de l'eau

Le changement climatique a un impact considérable sur la qualité et la quantité d'eau. Partout en Europe, on observe des événements extrêmes tels que des sécheresses et des inondations, qui ont un impact sur la biodiversité mais aussi sur les activités humaines. Des exemples de gestion adaptative et intégrée des rivières existent déjà (réouverture de rivières, restauration de la végétation indigène...), mais certains défis subsistent (conflit entre les utilisations de l'eau, gestion des événements extrêmes, eau verte, NBS...), pour lesquels les organisations de bassin ont un rôle central à jouer.

**Ce programme s'est conclu par la remise de la présidence de l'Euro-RIOB de la France, représentée par M. Jean Launay, Président du Conseil National de l'Eau, à l'Espagne, représentée par M. Teodoro Estrela, Directeur Général de l'eau au ministère de la Transition écologique.**